

AIRBUS : Les Verts pour une politique industrielle européenne.

Les turbulences économiques et sociales que rencontre le groupe Airbus et l'ensemble des personnels sont aujourd'hui publiques, elles étaient hélas prévisibles et ne sont pas pour nous surprendre. Une fois de plus des régions entières subiront les conséquences tant à Saint-Nazaire qu'ailleurs en Europe d'une gestion industrielle chaotique et à tout le moins dangereuse.

Le lancement hyper médiatisé de l'A380 ne peut faire oublier les retards constants pris par Airbus dans la livraison de ses avions, les livraisons sont désormais reculées à fin 2007 et **les pénalités engendrées par l'extrême légèreté de cette gouvernance montre à l'évidence que les plus hauts responsables se sont une fois de plus permis de jouer avec les emplois.**

Cela fait de nombreux mois que sont annoncés des chiffres conséquents sur les coûts de ces retards estimés autour de 5 milliards d'€ d'ici 2010 ! Les problèmes rencontrés pour l'A350 sont également importants, alors que celui-ci est fondamental pour l'avenir d'Airbus et des emplois.

Cette inorganisation industrielle trouve aujourd'hui son apogée avec les annulations des commandes de la version cargo de l'A380F qui ont comme conséquences la suspension de cette production.

Il en est de même du revers pris avec l'A350 dont il a fallu revoir la copie tant il ne présentait pas de progrès réels sur l'A340 et perdait tous ses avantages vis-à-vis de la concurrence avec Boeing qui avec son 787 détient 40 % de la capacité mondiale sur ce créneau d'avions.

La course à la concurrence, la décision de produire dans la précipitation financière, ont mené à ces revers : **l'avenir est aux économies de carburant, même dans le transport aérien. Tout process industriel doit intégrer à la fois les intérêts humains et la nécessité de préserver l'incompressible écrin de l'humanité, notre planète.**

Les retards dans la construction de l'A400M sont également à mettre en exergue pour montrer cette gestion contestable avec des **niveaux de hiérarchies multiples, des donneurs d'ordres non identifiés, avec des annonces faites sur des airs de concurrence interne au groupe alors qu'un tel consortium exige de la cohérence, de la lisibilité pour avoir cette indispensable efficacité industrielle européenne.**

Peut-on imaginer un instant la transposition de ce type de gestion dans notre construction navale locale, quel armateur aurait supporté de tels errements et retards ?

Nous savons tous que nos chantiers n'existeraient plus depuis longtemps avec de tels comportements et une telle gestion.

Les Verts comprennent la colère légitime des personnels, ils savent aussi que les freins aux embauches sont désormais la nouvelle logique ambiante, alors que des espoirs étaient permis. Là encore ce sont les salariés des entreprises sous traitantes et les intérimaires qui seront une fois de plus exposés aux incertitudes et aux fluctuations des besoins de la production. Les Verts comprennent que les organisations syndicales se trouvent une fois de plus confrontées à une situation parfaitement évitable et dont on leur demandera de cautionner la politique du moindre mal.

La question dépasse le cadre national et local, elle expose les salariés et les régions européennes concernés, le très réformiste syndicat IG Métal est aujourd'hui mobilisé contre toutes ces aberrations et appelle à juste titre avec **l'ensemble des syndicats français et européens du groupe à une véritable mobilisation pour une politique industrielle qui sorte des errements du passé.**

- **Il y aura des licenciements, et les sous-traitants seront les premiers touchés**
- **Il y aura des drames humains et des retombées néfastes pour notre région et ses populations**
- **Il y aura tout cela si nous ne nous mobilisons pas aux côtés des salariés d'Airbus et des sous-traitants contre le plan POWER 8.**
- **Le mal est fait, à nous de contribuer à ce que le moindre mal ne soit pas le moindre pire. Et même, envisageons le mieux.**

En effet le poids des politiques ne peut être considéré comme neutre, l'Etat français détient 15% du Capital et doit se prononcer de façon cohérente sur ce dossier. **Le gouvernement doit relancer la question du fonctionnement du couple franco allemand et de la politique industrielle dont l'Europe a l'obligation de se doter, y compris dans la recherche qui doit conduire à un allègement des appareils et une réduction du coût énergétique.** Nous ne pouvons nous contenter des discours actuels frappés du sceau de l'impuissance ou des déclarations de principes sans visibilité pour l'emploi et les personnels. Le politique ne peut être un élément extérieur aux destins de ces concitoyens.

Nous devons sortir des approches curatives ou le politique est sollicité pour régler les crises, il faut aller vers des modes de gestion plus conformes aux besoins, le carnet de commandes d'Airbus est conséquent, mais nous voyons la fragilité dont il est l'objet.

Les régions ont la légitimité politique pour agir en faveur de ces industries, aussi nous partageons l'idée qui consiste à étudier leurs capacités à devenir actionnaires en recapitalisant. Cette voie mérite d'être étudiée, la présence des politiques régionales en lien avec l'Etat servirait ainsi de rempart contre la désertification de pans entiers des industries. **Cette démarche serait perçue comme un signal politique fort de la volonté relancer ainsi la politique industrielle européenne.**

Il est peu probable que les Etats Unis aient laissé faire cette absence de gouvernance pour Boeing comme ce fût le cas pour Airbus.